

DÉCLARATION FNEC-FP-FO CTSD DU LOT & GARONNE 13 OCTOBRE 2022

Monsieur le Directeur,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

L'an dernier, nous connaissions une rentrée sous le sceau de la crise sanitaire. Cette année elle s'est placée sous le sceau d'une crise du recrutement.

On peut d'ailleurs établir certains parallèles entre ces deux questions... comme le manque d'anticipation, que l'on ne parvient pas à croire totalement innocent. Et alors que l'accalmie se faisait en septembre sur le front du covid, la tension du recrutement et des conditions de travail des personnels ne cessait de s'affirmer.

Et si besoin était de le spécifier, personnels de l'éducation et ministres ne partagent assurément pas la même réalité... là où les collègues s'inquiètent et s'indignent d'une rentrée souvent chaotique, là où les personnels les plus précaires tels les AESH ou les AED se sentent toujours aussi méprisés par l'Institution, là où parents et élèves angoissent face à un manque d'enseignant(s), enfin là où les personnels de direction s'alarment et décident de se mobiliser, la 1^{ère} Ministre a chanté que « la rentrée se passait bien », et notre Ministre de l'Education a rassuré : « les choses se passent comme prévu »...

Si ce qui est prévu, c'est la destruction de l'École, amorcée par les projets néfastes du précédent quinquennat, alors oui, le projet gouvernemental de mise en concurrence des établissements, des personnels et des élèves, la dégradation des conditions de travail générée par les réformes et le manque de moyens, la perte de sens qui est créée par les profs... alors oui, tout se passe comme prévu.

La logorrhée du Ministère quelques jours après cette rentrée ne peut plus cacher le manque de personnels, de moyens, de formation, de volonté gouvernementale. La colère gronde déjà. Dans l'Education nationale, nous ne connaissons ni l'abondance, ni l'insouciance. Juste la pénurie et les soucis. Et de plus en plus le mal-être au travail. Certes nous n'avons plus les masques mais nous sommes en apnée face à cette crise de l'école qui va inéluctablement impacter les personnels... encore plus.

Or, quand le remède est connu, quand on sait qu'il réside dans l'amélioration des conditions de travail, comment comprendre et tolérer une rentrée aussi volontairement chaotique et précurseuse du « pire » ?!

Le pire, parlons-en avec la contre-réforme de la voie professionnelle, épée de Damoclès qui vient de tomber des hautes mains du gouvernement pour asséner le coup de grâce aux PLP. D'ailleurs, ni le décret sorti récemment permettant aux PLP d'enseigner en lycée général ou en collège, ni le placement du lycée pro sous la double tutelle du Ministère de l'Education nationale et du Ministère du Travail n'étaient anodins.

Aussi, si nous sommes révoltés par les dernières annonces qui prédisent de sombres heures à nos LP - lesquels passeront bientôt sous le joug de l'entreprise - qui est toutefois surpris?!

En effet, les changements à venir ne sont que l'aboutissement d'un cheminement politique dont nous avons su deviner les inquiétants projets.

Comme l'apprentissage et les risques qu'il représente pour nos jeunes et pour la perpétuation de nos formations professionnelles sous statut scolaire, dans une école laïque, républicaine, soucieuse de former de futurs citoyens, non une main-d'oeuvre adaptée aux besoins locaux.

Non, on ne se résignera pas à voir la machine apprentissage sarcler nos boutures de citoyens.

La mobilisation du 18 octobre n'est qu'une introduction à la colère qui monte chez les PLP. D'autres mobilisations entraîneront parents et élèves avec elles ; et le mot d'ordre sera le retrait de cette contre-réforme qui nuit au lycée professionnel parce que prévaut cette doxa libérale d'une entreprise plus à même de former nos jeunes que l'Ecole.

Par ailleurs, la FNEC-FP-FO dénonce encore la désorganisation des PIAL en cette rentrée - laquelle affecte les collègues AESH.

La FNEC-FP-FO soutient les personnels de direction dont les conditions de travail ne cessent de se dégrader et qui se sont mobilisés le 15 septembre à Paris.

Elle revendique des augmentations de salaire : la hausse de 3,5% de la valeur du point d'indice décidée au début de l'été ne compense pas l'explosion du coût de la vie.

Et notre Fédération refuse une revalorisation qui serait conditionnée à des tâches supplémentaires ! Nous subissons depuis 20 ans une perte de notre pouvoir d'achat !

Ainsi, encore une fois, voire plus que les autres rentrées encore, l'Institution nous place face à son élan destructeur, son mépris et son peu de cas de l'Ecole républicaine et des valeurs qu'elle est censée porter.

Tout cela dans un contexte de réformes présentes ou à venir qui ne laisse absolument pas augurer une amélioration des conditions de travail ou une appétence pour le métier.

Merci pour votre écoute.

Laetitia Calbet
Secrétaire FNEC FP-FO 47